

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Lionel Jospin, Premier ministre et Daniel Tarschys, secrétaire général du Conseil de l'Europe, sur le bilan du Conseil de l'Europe, l'utilité des rencontres bilatérales entre de nombreux pays et sur la constitution de la Troïka germano-franco-russe, Strasbourg le 11 octobre 1997.

LE PRÉSIDENT - Mesdames et Messieurs, ce Sommet du Conseil de l'Europe vient de s'achever par le discours du Premier Ministre français et je voudrais remercier le Conseil de l'Europe, le Secrétaire Général, Monsieur Tarschys, la Présidente, Madame Fischer, qui ont eu l'idée de ce Sommet et qui l'ont réalisé, dans les meilleures conditions possibles me semble-t-il.

J'entends, ici ou là, quelques diplomates dire : "ah, mais est-ce que c'était utile ?...". Je crois que c'était un jugement bien léger que de mettre en cause l'utilité de tels sommets. Quand il y a une négociation entre deux pays on peut évidemment faire des choses spectaculaires et immédiates. Quand il s'agit d'enraciner la paix, la démocratie, les Droits de l'Homme dans quarante pays, représentant 700 millions de femmes et d'hommes, alors c'est un chemin à la fois beaucoup plus enthousiasmant, mais par définition beaucoup plus lent à parcourir. De ce point de vue cette réunion a été une réunion, je crois qu'on peut le dire, positive et même très positive.

D'abord, premier signe : 40 pays, aucun absent, et ça c'est un succès. Un certain nombre de chefs d'Etat et de gouvernement avaient des obligations très importantes, ils ont tous donné la priorité au Sommet du Conseil de l'Europe par rapport à leurs propres obligations.

Deuxièmement, c'est la première fois tout de même que l'on met 40 chefs d'Etat et de gouvernement autour d'une table pour parler, je dirais dans les mêmes termes, même si les situations des uns et des autres sont différentes, de problèmes aussi essentiels que la place de l'homme dans la société, ses droits, sa dignité, le progrès social.

Quels étaient les objectifs ? D'abord, renforcer les vocations traditionnelles du Conseil de l'Europe, consolider les Droits de l'Homme. Nous sommes tout de même aujourd'hui dans une période où les Droits de l'Homme se renforcent globalement dans le monde, et en Europe quant à la création d'une nouvelle Cour des Droits de l'Homme que chacun pourra saisir directement, naturellement on pourra considérer que ce n'est pas essentiel et pourtant qui aurait pu imaginer, il y a seulement dix ans, que l'on puisse mettre au point une réforme de cette ampleur pour ce qui concerne les Droits de l'Homme ?

La deuxième vocation, c'est d'enraciner la démocratie et notamment dans ces pays d'Europe centrale et orientale ou du nord qui ont connu longtemps des régimes autoritaires et qui sont aujourd'hui obligés de changer de culture. Ils le veulent, ils en ont la volonté mais ce n'est pas si facile. Il suffit de les entendre et de les écouter se trouver dans le système, dans une organisation, au milieu de collègues qui partagent, et depuis longtemps, ces objectifs : pour eux, pour leurs opinions, c'est une aide psychologique, politique considérable et dans chaque fois, cela permet

opinions, c'est une aide psychologique, politique considérable et donc, chaque fois, cela permet de faire des progrès.

Et puis le deuxième point, le Premier Ministre français l'a bien souligné à juste titre dans son intervention, c'était de développer la vocation sociale du Conseil de l'Europe. Ce n'était pas sa vocation d'origine, mais là encore nous observons des progrès en ce qui concerne les idées que nous partageons sur le droit au progrès, dans toute la mesure des possibilités de l'homme, à plus de sécurité, à plus de capacité de dialogue, à plus d'expression, à des conditions de vie meilleures.

Nous avons notre Charte sociale, bien des nouveaux Etats y ont adhéré, c'est important. Alors, vous me direz que tous les Etats, les 40 Etats ne sont pas, naturellement, au même niveau en ce qui concerne la protection sociale, le progrès social et la liberté syndicale, mais il n'en reste pas moins que beaucoup d'entre eux adhèrent à la Charte. Et bientôt tout le monde aura adhéré à la Charte sociale. Ce qui permet notamment de donner à la liberté syndicale une expression beaucoup plus claire et forte, et donc au progrès social d'être mieux assuré et de l'être de façon plus homogène dans l'ensemble de cette Europe.

C'est aussi le renforcement des moyens du Fonds de Développement Social et notamment sa réorientation, notamment sur les problèmes de la lutte contre le chômage.

Puis, enfin -c'est pour le Conseil de l'Europe l'un des points non négligeable de cette session- un accord unanime pour étendre sa vocation notamment dans la lutte contre les nouveaux risques, des risques qui connaissent, comme actuellement, une actualité forte comme la criminalité organisée, la drogue, le terrorisme, la corruption. Là aussi, le fait de s'engager ensemble, je dirais de se soutenir mutuellement, est déjà important et plus importantes encore sont les modalités de coopération qui se développent tout naturellement à l'occasion de sommets comme celui-ci dans la lutte contre ces fléaux.

C'est aussi la prise de conscience qu'il doit y avoir une éthique scientifique commune : le fait que nous ayons tous signé une interdiction du clonage humain, est un pas non négligeable à cet égard. Non seulement pour lutter contre un danger potentiel, mais surtout dans la prise de conscience d'une éthique scientifique qui doit être mondialement reconnue, mais qui au moins déjà, l'est par quarante Etats européens.

Alors ce Sommet, de ce point de vue, a été un bon sommet, et une fois de plus un pas dans la bonne direction, s'agissant des Droits de l'Homme, du progrès social, de la paix.

Il a permis également à beaucoup de rencontres bilatérales qui ne se seraient pas faites autrement de se faire. Vous savez, beaucoup de problèmes se règlent aussi dans le cadre de rencontres bilatérales. Parce que ces rencontres permettent de conforter cet élément essentiel des comportements humains qu'est la confiance entre les hommes. Quand la confiance s'instaure, les problèmes se règlent plus facilement, et toutes les réunions qui ont eu lieu, je ne sais pas si c'était plusieurs centaines, sont un élément d'approfondissement de la confiance, un renforcement de la confiance.

Pour ma part, j'ai eu un certain nombre de contacts bilatéraux. Le Premier Ministre aussi, nos Ministres également. Et tout cela crée un système plus cohérent, plus ouvert sur la paix et sur une certaine vision de l'homme. J'ajoute que, pour ne prendre que quelques exemples, des problèmes locaux, mais importants, ont progressé. S'agissant du Haut Karabagh, des entretiens se sont tenus, ou se tiendront avec le Président Eltsine, avec M. Aliev et mardi avec M. Ter Pétrossian. Je crois pouvoir dire qu'on a fait un progrès sensible pour, au moins, franchir une première étape décisive pour le règlement du conflit du Haut Karabagh.

Il en va de même pour ce qui concerne cette plaie que représentent les mines anti-personnel. Il y a eu un progrès important, certes, fait à Oslo, il y en aura en décembre, à Ottawa. Vous savez que le gouvernement français, les pouvoirs publics, et moi-même, avons pris une position très ferme pour l'interdiction totale de ces mines anti-personnel, mais il n'en reste pas moins que quelques pays, notamment parmi les plus importants, ont exprimé des réserves, plus que des réserves, ont refusé de s'associer à ce processus. C'est vrai des Etats-Unis, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de quelques autres. Les entretiens que nous avons pu avoir avec le Président Eltsine font que la Russie a bougé fortement sur ce sujet. Et nous espérons ainsi à

Ottawa faire un pas plus important que celui que nous avons envisagé et chacun comprend l'importance qu'il y a à lutter contre ce fléau.

Le fait que par exemple, nous ayons décidé avec le Président Eltsine et le Chancelier Kohl de nous réunir à trois régulièrement, marquant ainsi une solidarité plus forte de l'Europe, marquant la fin de Yalta. Pensez qu'il y a dix ans, tout cela était inimaginable. Alors, vous savez, de "sommet inutile" en "sommet inutile", on fait des révolutions.

Aujourd'hui, conformément à ce que la France a toujours souhaité, c'est-à-dire pas de division de l'Europe, pas de Yalta, pas de report de la fracture de Yalta, mais une Europe, si j'ose dire, de l'Atlantique à l'Oural, nous avons tout naturellement institutionnalisé une rencontre des principaux intéressés par la paix, la démocratie, les Droits de l'Homme, le progrès social en Europe. Donc ce Sommet a eu une série d'effets tout à fait positifs, et je tiens à le souligner. Je vais maintenant demander à M. le Secrétaire Général de donner son point de vue, ensuite M. le Premier Ministre donnera le sien.

M. TARSCHYS - Merci beaucoup, ce Sommet qui a été remarquable, a confirmé le nouveau rôle du Conseil de l'Europe, soutien de la démocratie, des Droits de l'Homme, de la suprématie du droit sur l'ensemble du continent.

Ce Sommet a aussi été un Sommet symbolique, mais un Sommet riche en contenu. Il a confirmé que nos nouveaux États membres voient dans le Conseil de l'Europe une institution étroitement associée à leur processus de transition vers la démocratie et qui a su les soutenir fermement tout au long de ce processus d'évolution démocratique. Ces relations, ces liens, ont été fortement soulignés par les dirigeants de ces pays.

J'estime également remarquable que tous les Chefs d'État et de Gouvernement des quarante pays à l'échelon le plus haut possible ont été présents à Strasbourg, et je tiens à remercier très chaleureusement la France, Monsieur le Président Chirac, Monsieur le Premier Ministre, Lionel Jospin, pour l'appui qu'ils ont apporté à l'organisation de ce sommet.

Monsieur le Président Chirac a parlé des réunions bilatérales. Ces réunions ont en effet été nombreuses : nous avons organisé cent vingt réunions bilatérales dans nos locaux mais je suis persuadé qu'il y en a eu bien d'autres car nous savons qu'un certain nombre de réunions se sont déroulées de façon plus ou moins officieuse sur des questions importantes, entre divers États.

Pour le Conseil de l'Europe, ce sommet va bien entendu représenter un élan considérable pour notre travail. Nous avons devant nous des tâches concrètes qui sont définies dans le plan d'action, certaines d'entre elles sont des activités à long terme qui seront entreprises au cours des années à venir. Dans deux ans nous aurons le cinquantenaire du Conseil de l'Europe. C'est un jalon important mais bon nombre de ces tâches exigeront un travail à long terme. Toutefois, il y a un certain nombre de choses que nous pouvons faire rapidement et qui vont conduire à des résultats dans un proche avenir.

La convention contre le clonage humain est prête et sera adoptée au cours des mois à venir, à peu près. Nous avons également un document important sur des principes communs de lutte contre la corruption. C'est aussi un document qui a déjà été préparé et nous espérons lancer, là encore, dans le mois à venir une action commune.

L'idée d'instituer un commissaire aux Droits de l'Homme est l'une des tâches très importantes définies par le Sommet et nous allons maintenant nous lancer dans la procédure qui consiste à définir le mandat de cette fonction très importante. J'aimerais particulièrement souligner la réforme de la Cour des Droits de l'Homme. Nous allons avoir maintenant une Cour permanente à plein temps qui fonctionnera à Strasbourg dès le premier novembre 1998.

L'élection des juges va se dérouler en janvier de cette année au sein de l'Assemblée parlementaire après que les entretiens auront eu lieu avec les trois candidats présentés par chaque pays. Il est très important que nous disposions de candidatures de grande qualité de la part des États membres et je suis persuadé que l'Assemblée parlementaire aura à cœur de veiller à ce qu'il s'agisse là d'une Cour extrêmement compétente, extrêmement qualifiée. C'est le sommet de Vienne qui nous a donné mandat d'effectuer cette réforme.

Tous les États actuellement parties à la Convention des Droits de l'Homme ont ratifié le texte juste à temps pour ce deuxième sommet, donc tout est prêt. La question qui restait à régler était de savoir si la Cour permettrait aux citoyens de toute l'Europe de la saisir, d'adresser leurs plaintes à la cour unique. Car nous avons toujours deux pays, la Croatie et la Russie, qui n'ont pas encore ratifié la Convention.

Aujourd'hui les choses sont plus claires : au lendemain du deuxième Sommet, j'ai reçu les assurances des autorités croates que la ratification interviendra dans quelques semaines devant le Parlement croate, et j'ai reçu aujourd'hui une lettre du Président de la Douma d'État de la Fédération de Russie, Monsieur Seliefnoff, qui annonce à l'occasion du Sommet que le Parlement russe tient à respecter les engagements pris par la fédération de Russie lorsqu'elle est devenue membre du Conseil de l'Europe le 28 février de l'année dernière, et le parlement russe entend maintenant traiter en priorité de la question de la ratification de la Convention européenne des Droits de l'Homme, y compris le droit de saisine de la cour par les individus.

Alors, voilà des décisions qui élargissent la compétence de la Cour à l'ensemble de nos États membres. Et cela signifie que nous aurons dès l'année prochaine à Strasbourg, une institution qui couvre l'ensemble du continent et qui donnera ce droit très important à près de huit cent millions d'Européens.

Voilà donc un résultat très important et très concret du Sommet et du travail de préparation qui a été accompli. Je dois dire que je suis très impressionné par la confirmation très ferme, très résolue donnée aux idées essentielles du Conseil de l'Europe par les chefs d'État et de Gouvernement et nous veillerons maintenant à faire en sorte que dans les activités pratiques du Conseil de l'Europe les engagements soient respectés, que tout l'appui nécessaire soit disponible et que la démocratie et le respect des Droits de l'Homme soient encouragés dans toute l'Europe.

LE PRESIDENT - Je vous remercie M. le Secrétaire Général.

Monsieur le Premier Ministre.

LE PREMIER MINISTRE - J'ai participé moins longtemps que la plupart d'entre vous à ce Sommet, dans la mesure où j'avais hier un engagement important dans le domaine de la politique économique et sociale et de l'emploi, qui a d'ailleurs été un des thèmes de ce Sommet & j'ai donc peu à ajouter à ce qui a été dit, non seulement parce que je me suis efforcé dans ces quelques minutes de tirer mes propres leçons de ce Sommet & mais encore tout à l'heure, ayant eu l'honneur de pouvoir, en tant que Premier Ministre du pays hôte, m'exprimer devant la Conférence et enfin parce que je partage le point de vue qui vient d'être exprimé par le Président de la République française sur l'importance de ce Sommet.

Je crois que l'on ne peut pas juger un grand forum comme ce Sommet au niveau des chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de l'Europe comme on jugerait une organisation plus petite et puissamment intégrée. Les mêmes critères ne valent pas. Les missions et les rôles ne sont pas les mêmes, je crois qu'il faut le comprendre. Il n'y a pas la densité de l'Union Européenne, qui en même temps a ses problèmes, mais il y a quelque chose de beaucoup plus vaste et qui devrait frapper des hommes et des femmes qui ont connu ce continent déchiré, divisé par des systèmes sociaux différents, par des idéologies antagonistes, par des systèmes politiques confrontés et aussi par des alliances militaires et le fait que cette immense famille européenne, entendue au sens large, se rassemble et dialogue, est quelque chose de formidable si l'ensemble des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Asie ou si l'ensemble des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Amérique du Nord au Sud, qui d'ailleurs le font parfois, se rassemblaient, personne ne jugerait que c'est en tout cas, sur ce continent, un événement mineur.

Pour le reste, comme l'a souligné le Président de la République, cela m'a frappé, c'est l'occasion d'un incroyable travail diplomatique de rencontres. Aux Nations-Unies, cela se produit traditionnellement dans la session annuelle et cela se passe au niveau des Ministres des Affaires étrangères et sans méconnaître l'importance de leur fonction, là il s'agit des chefs d'Etat et de Gouvernement qui dialoguent.

Je me suis livré, Monsieur le Président de la République, à une arithmétique simple, tout à l'heure, avant ou moi-même en deux heures de présence quatre rendez-vous, avant ou après

neure, ayant eu moi-même en deux heures de présence quatre rendez-vous, ayant vu votre agenda, beaucoup plus largement chargé, ayant constaté qu'à nous deux et, pour l'essentiel grâce à vous, nous avons vu largement plus de dix délégations £ comme il y en avait 40, je me suis dit qu'il pouvait bien y en avoir eu plusieurs centaines effectivement.

LE PRESIDENT - Plus de 16...

LE PREMIER MINISTRE - Plus de 16 à nous deux, donc plusieurs centaines, elles y sont et je pense qu'effectivement, si j'en juge par l'importance des rencontres que vous avez eues, des annonces qui ont été faites par votre bouche et si je vois la richesse des entretiens qui ont été noués par des dizaines et des dizaines - par des dizaines, cette fois-ci n'exagérons pas - de chefs d'Etat et de Gouvernement, je pense que c'est une occasion irremplaçable de provoquer ces dialogues et souvent de régler des problèmes, y compris des problèmes majeurs ou de les faire avancer.

Voilà c'est tout ce que je voulais dire, Monsieur le Président de la République, pour m'associer à votre analyse.

LE PRESIDENT - Je vous remercie.

QUESTION - Je voudrais parler de la solidarité des partenaires européens de l'Italie, sur leur position pendant la crise politique de l'Italie. Vous avez décidé, la France a décidé, hier, d'aller vers les 35 heures hebdomadaires d'ici à l'an 2000. C'est presque la position de la refondation communiste. Quels conseils donnerez-vous à Monsieur Prodi sur cela et quelle est votre préoccupation, la préoccupation de la France, sur la crise politique italienne ?

LE PRESIDENT - Pour la première partie de votre question, il appartient tout naturellement au Premier Ministre de répondre, pour la deuxième partie je répondrais d'un mot.

Nous sommes tout à fait solidaires de l'Italie et nous souhaitons que la crise politique actuelle se règle dans le meilleur intérêt de l'Italie et le plus vite possible.

LE PREMIER MINISTRE - Je partage entièrement le point de vue qui vient d'être exprimé et il n'y a pas davantage à dire sur ces sujets parce que c'est aux Italiens de régler leur système politique £ ce problème, et comme le Président de la République, je n'ai certainement pas l'intention d'en dire davantage. Cela ne m'a pas empêché par quelques contacts d'en dire plus, mais de façon publique.

Je ne suis pas sûr non plus que cette conférence de presse tournée vers les conclusions d'un Sommet du Conseil de l'Europe soit faite pour parler des problèmes de politique économique et sociale en France et donc je vais vous décevoir aussi sur la première partie de la question.

Mais parlant, néanmoins avec un membre du Gouvernement italien en exercice, tout à l'heure, en aparté il est vrai, il m'a semblé l'avoir entendu dire que la démarche de la diminution du temps de travail était justement celle qu'avait annoncée Monsieur Prodi même si, par différence, il n'y avait pas été question d'avancer une date. Voilà ce qu'il m'a semblé entendre £ pour le reste chaque pays a mené sa lutte pour l'emploi et par ailleurs ce qui est important, c'est aussi bien au sein de l'Union européenne, où nous allons avoir un sommet sur l'emploi au mois de novembre, que dans le cadre du Conseil de l'Europe, puisque ces questions ont été abordées, nous ajoutons nos efforts, nous joignons nos efforts pour répondre à ce qui est un des problèmes majeurs de la fin du XXème siècle sur notre continent.

Voilà, désolé de ne pas pouvoir en dire plus.

QUESTION - Monsieur le Président, considérez-vous que la troïka germano-franco-russe qui a été constituée hier, puisse devenir le moteur de la grande Europe, un peu à la manière dont le couple franco-allemand est le moteur de l'Union Européenne, ou passe pour être le moteur de l'Union Européenne, et si oui ne craignez-vous pas que cela passe un peu pour le directoire de la grande Europe auprès des autres pays ?

LE PRESIDENT - Cela ne passera pas pour le directoire car ce n'est pas du tout dans cet esprit que sont prévues ces rencontres. On parle souvent du moteur franco-allemand, il est nécessaire. Parfois on l'a accusé d'être un peu trop entreprenant et dès que, pour une raison ou pour une autre, il est un peu grippé, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, alors c'est l'ensemble de nos partenaires européens qui nous disent, il faut que la France et l'Allemagne relancent par une initiative le processus de construction européenne.

De la même façon, on ne peut pas ne pas tirer les conséquences de l'effacement de la fracture de Yalta, et on ne peut pas envisager une architecture européenne de défense, une Europe en paix, s'il n'y a pas un lien fort entre cette très grande puissance qu'est la Russie et l'Europe. Et c'est simplement pour apporter notre contribution à cet effort que nous avons décidé de nous voir plus régulièrement.

QUESTION - A propos des juges pour la nouvelle Cour des Droits de l'Homme, le Gouvernement britannique a pris une initiative unique, parce qu'ils ont mis une publicité dans un grand journal, pour avoir le meilleur choix pour leur candidat au poste de juge des Droits de l'Homme. Quelle sera l'initiative de la France, est-ce que vous entendez mettre les candidats selon le prorata des partis politiques au Parlement ? Est-ce que vous avez l'intention de prendre un chemin qui ne soit pas politique, mais à travers le Conseil de la Magistrature ?

LE PRESIDENT - C'est un problème qui n'est pas d'actualité. Et nous recrutons rarement nos magistrats par voie de petites annonces, mais nous verrons cette fois-ci ce que nous ferons, nous essaierons de faire au mieux.

QUESTION - Cette troïka qu'on a annoncée, est-ce que vous pensez que ces pays d'Europe centrale et Orientale, dont la Roumanie, doivent se sentir un peu menacés, surtout parce qu'on n'a pas encore précisé leur statut de sécurité ? Vous connaissez très bien ce qu'il s'est passé à Madrid avec l'Otan. Une question avec cela : les intérêts de la France et de la Russie vers la Roumanie sont un peu différents, comment allez-vous régler cela ?

LE PRESIDENT - Vous parlez des pays d'Europe centrale et orientale. Trois déjà ont vocation à entrer dans le système de sécurité, vous savez que nous ferons tout pour que ce système s'étende au moins à deux pays supplémentaires dès 1999, la Roumanie et la Slovaquie. Quel est l'intérêt de ces pays ? C'est naturellement la sécurité et la paix. Quel est l'intérêt d'un contact permanent entre la Russie, la France et l'Allemagne ? C'est précisément de faire en sorte que la paix soit en permanence confortée. Je ne vois pas en quoi cette initiative pourrait menacer les pays d'Europe centrale et orientale. Je le répète, nous avons vécu dans une Europe divisée qui a été à l'origine de beaucoup de malheurs pour tous les Européens, à l'ouest comme à l'est de dépenses militaires excessives, de régimes autoritaires inacceptables. Maintenant, c'est terminé, nous voulons être tous sur la même ambition de paix et de progrès. C'est cela que nous souhaitons et cela ne menace personne au contraire.

QUESTION - Une question pour M. TARSCHYS, nous estimons tous que fabriquer des êtres humains identiques, c'est inacceptable, au niveau pratique, avez-vous des indications qui font penser, qu'en Europe ou ailleurs, il existe des gens qui planifient le clonage humain ?

M. TARSCHYS - Non, mais le Comité bioéthique du Conseil de l'Europe, qui a élaboré récemment la nouvelle convention sur la bioéthique ouverte à la signature cette année, a été chargé d'examiner cette question, et ce Comité a estimé que l'instrument le plus approprié serait une convention particulière pour empêcher que des tentatives soient faites en ce sens. Je pense que les experts de ce comité auront bien fait le tour des risques existants, c'est en tout cas ce qui nous a été dit et c'est sur cette base que c'est fait un consensus autour d'une telle convention. Donc, les experts, sur le terrain, biologistes, médecins, moralistes ont procédé à cette évaluation des risques et ont décidé de proposer cette convention.

QUESTION - Une question au Secrétaire Général. On a dit beaucoup au sujet de la préservation du patrimoine architectural, la déclaration a été signée, le Conseil de l'Europe est-il d'accord pour que les marbres du Parthénon retournent à Athènes, de sorte que là-bas on puisse terminer les travaux ?

M. TARSCHYS - Comme vous le savez, il existe de très nombreuses questions de ce genre, qui sont posées entre les Etats européens et les Etats non-européens, le Conseil de l'Europe n'a pas adopté de position sur cette question, mais il a adopté une position sur la nécessité de préserver le patrimoine culturel également dans des territoires autres que ceux d'où provient ce patrimoine. Des conférences se sont tenues au niveau ministériel pour discuter de la façon dont nous pourrions préserver notre héritage commun.

La campagne à laquelle vous faites allusion sera lancée dans les deux années à venir,

probablement en 1999, et elle visera à nous faire prendre mieux conscience de notre patrimoine commun et des moyens de mieux le préserver.

QUESTION - Une question pour M. Chirac à propos du Sommet à trois : pourquoi n'avez-vous pas invité l'Angleterre ?

LE PRESIDENT - Je le répète, ce n'est pas une question d'invitation. Le Président Eltsine a eu cette idée, nous l'avons trouvée bonne et nous avons décidé de l'adopter. Il n'y aura aucun problème, je vous le garantis, pour une bonne coordination entre l'Angleterre, le reste de l'Europe et la Russie.

Je voudrais simplement terminer en disant deux choses : la première c'est que la France, et qu'il s'agisse de son Gouvernement, de son Président, de tous ses responsables, veut être le champion de l'Europe nouvelle, libre, démocratique, pacifique et surtout porteuse d'un modèle social moderne et généreux, c'est cela notre ambition.

La deuxième c'est que je voudrais vous faire remarquer au terme de ce Sommet que malgré les passés si différents entre les pays qui ont participé, eh bien j'ai remarqué que nous parlions de l'avenir, et donc des jeunes, exactement dans les mêmes termes et ça c'est une révolution culturelle considérable au niveau de notre continent considérable.

Je voudrais dire enfin en terminant que nous avons été remarquablement reçus à Strasbourg. Strasbourg qui, une fois de plus, a marqué sa vocation à être une très, très grande capitale européenne.

Je vous remercie.